

Brochure n° 3173

Convention collective nationale

IDCC : 1810. – **ENTREPRISES DE PROPRETÉ**

AVENANT DU 4 MAI 2006

RELATIF AU RÉGIME DE PRÉVOYANCE DU PERSONNEL NON CADRE

NOR : *ASET0650735M*

IDCC : 1810

PRÉAMBULE

Les parties signataires de l'accord sur la prévoyance du 4 février 1999 font le constat que la situation du régime impose dans un premier temps une modification des cotisations à la charge des salariés et des entreprises.

Par ailleurs, elles estiment qu'au regard du contexte général des régimes de prévoyance mais surtout de l'évolution inquiétante des incapacités temporaires il pourrait être nécessaire dans un second temps de revoir les termes de l'accord du 4 février 1999 complétés par l'avenant n° 1 du 18 février 2003 sur la base de données détaillées fournies par l'AG2R Prévoyance et permettant de statuer sur les durées de franchise et sur la durée des arrêts de travail.

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent avenant s'applique à l'ensemble des entreprises et des salariés à l'exclusion du personnel cadre :

- exerçant sur le territoire français, y compris les départements d'outre-mer, et ce quel que soit le pays d'établissement de l'employeur ;
- ayant une activité de nettoyage de locaux classée dans la nomenclature NAF, sous le code 747 Z, y compris les activités de nettoyage à l'occasion de remise en état ;
- et/ou de nettoyage à domicile de moquettes, tapis, tentures et rideaux relevant du code 930 A ;

- en conséquence sont exclus du champ d'application les établissements ou entreprises ayant pour activité :
 - la désinfection, la désinsectisation et la dératisation ;
 - le ramonage.

Article 2

Cotisation

Les cotisations définies à l'article 8 de l'accord du 4 février 1999 (devenu l'article 9 par avenant du 18 février 2003) sont portées à 0,80 % des salaires bruts soumis à cotisation de sécurité sociale et réparties globalement entre employeur et salariés à raison de 50 % pour l'employeur et 50 % pour les salariés.

La couverture des prestations incapacité temporaire définies à l'article 5 de l'accord du 4 février 1999 est assurée par une cotisation fixée à 0,36 % pris en charge intégralement par les salariés sur leur participation globale.

Le cas échéant, et si nécessaire, la commission paritaire se réunira concernant le montant des cotisations du régime de prévoyance qu'après avoir pris connaissance des éléments d'évaluation prévus à l'article 3 du présent avenant.

Article 3

Le régime de prévoyance du personnel non cadre doit faire l'objet de la part du comité paritaire d'un suivi rigoureux sur la base d'outils de pilotage qu'il aura validés. Par ailleurs, il est essentiel que les modalités de gestion soient clarifiées et adaptées.

L'assureur/gestionnaire devra tenir à jour et remettre au comité paritaire les documents suivants :

- descriptif technique des prestations accordées ;
- cahiers de procédures ;
- structure des enregistrements informatiques ;
- documents de liaison ;
- structure des comptes annuels.

Article 4

Entrée en vigueur

Le présent avenant entrera en vigueur le 1^{er} jour du mois suivant la publication de son arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 4 mai 2006.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

FEP.

Syndicats de salariés :

Fédération des ports et docks CGT ;

Fédération des services CFDT ;

CFTC-SEGIC ;

FO-FEETS.